

## Notice pour l'insertion par l'activité économique

### ARTICLE 1- GENERALITES :

Les entreprises retenues dans le cadre du marché s'engagent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes qui rencontrent des difficultés particulières d'accès ou de retour à l'emploi.

### ARTICLE 2 - OBJECTIFS D'INSERTION :

Les objectifs fixés aux entreprises sont détaillés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières. Ces objectifs sont minimum et sont obligatoires, il s'agit d'une condition d'exécution du marché.

### ARTICLE 3 – LES MODALITES DE REALISATION DE L'ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE :

Les entreprises attributaires s'engagent à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon des modalités définies ci –dessous :

○ **La mutualisation des heures d'insertion :**

L'entreprise fait appel à des structures d'insertion qui mettent à disposition du personnel en insertion pendant la durée du marché (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion, Associations Intermédiaires, Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification).

○ **La sous-traitance ou à la cotraitance:**

L'entreprise fait appel en sous-traitance ou en cotraitance à des structures d'insertion spécialisées par métiers et/ou activités (Entreprises d'Insertion, Régies de Quartier).

○ **L'embauche directe :**

L'entreprise embauche directement des personnes proposées par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi et qui rencontrent des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

### ARTICLE 4 – FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DURABLE

Pendant et à l'issue de la réalisation du marché, les entreprises mettront tout en œuvre pour favoriser le retour à l'emploi durable des personnes concernées (tutorat, qualification, mises en relations).

Les entreprises porteront à la connaissance du facilitateur toutes les démarches effectuées dans ce cadre, qui seront prises en compte dans l'évaluation qualitative de l'action d'insertion.

FACILITATEUR	LOT	INTULE DU LOT
<b>Pour la Bourgogne-Franche-Comté</b>  <b>Audrey JAMET</b> CREATIV 21 17 avenue Champollion – 21000 DIJON 06 70 83 40 21 <a href="mailto:ajamet@creativ21.fr">ajamet@creativ21.fr</a>	11	<b>USID de Besançon</b> Emprises de Besançon
	12	<b>USID de Besançon</b> Emprises de Valdahon
	13	<b>USID de Besançon</b> Emprises d'Auxonne et Dijon
	14	<b>USID de Besançon</b> Emprises d'Autun et Chalon sur Saône
	15	<b>USID de Besançon</b> Emprises de Belfort

<p><b>Pour le Grand-Est</b></p> <p><b>Gwenaëlle INVERNIZZI</b>  MAISON DE L'EMPLOI  88 avenue du 20<sup>ème</sup> Corps – 54000 NANCY  06 72 26 47 95  <a href="mailto:ginvernizzi@mde-nancy.org">ginvernizzi@mde-nancy.org</a></p>	1	<b>USID de Luxeuil – Epinal</b> Toutes emprises
	2	<b>USID de Nancy</b> Toutes emprises
	3	<b>USID de Saint-Dizier</b> Emprises de St-Dizier, Marolles et Brienne le Château
	4	<b>USID de Saint-Dizier</b> Emprises de Chaumont et Valduc
	5	<b>USID de Verdun</b> Toutes emprises
	6	<b>USID de Châlons-en-Champagne</b> Emprises de Mourmelon le Grand
	7	<b>USID de Châlons-en-Champagne</b> Emprises de Chalons en Champagne et Suippes
	8	<b>USID de Châlons-en-Champagne</b> Emprises de Charleville-Mézières
	9	<b>USID de Châlons-en-Champagne</b> Emprises de Sissonne
	10	<b>USID de Châlons-en-Champagne</b> Emprises de Mailly-le-camp
	16	<b>USID de Metz</b> Toutes emprises
<p><b>Pour les Hauts-de-France</b></p> <p><b>Hugo VANDAMME</b>  La MELT  200 rue de Roubaix – 59200 TOURCOING  06 33 33 22 40  <a href="mailto:hvandamme@lamelt.fr">hvandamme@lamelt.fr</a></p>	17	<b>USID de Phalsbourg</b> Toutes emprises
	21	<b>USID de Strasbourg-Haguenau-Colmar –</b> Toutes emprises à l'exclusion Quartier STIRN (Strasbourg) : les bâtiments 31 (CRT) et 33 (DRSD) Quartier ESTIENNE - 54 RT (Haguenau) : les bâtiments 3, 4, 5, 7, 9, 14, 20, 45, 59, 63, 68, 160, 186
	18	<b>USID de Lille</b> Emprises de Lille
	19	<b>USID de Lille</b> Emprises de Douai
	20	<b>USID de Lille</b> Emprises de Côte d'Opale

## ARTICLE 5 – FORMALISATION DE L'ACTION D'INSERTION

L'action envisagée sera formalisée dans l'engagement d'insertion par l'activité économique (en annexe à l'acte d'engagement).

La non exécution de la clause en faveur de l'emploi entraînera une pénalité telle que définie dans le CCP.